

# LECO

## de la semaine

12 au 16 Mai 2025



# SOMMAIRE

17 <sup>e</sup> édition de la FEPA : Signature d'une dizaine de contrats de partenariat .....	2
Remboursement des billets : Madagascar Airlines établit un calendrier .....	2
Accès des TPE au financement : Fom scelle un partenariat avec BNI Madagascar .....	3
Consommation – Des importations massives de riz pour éviter les pénuries et stabiliser les prix.....	3
Crédits bancaires – Financement mis en veille pour les industries du secteur extractif .....	4
Financement du développement - Trump vise la BAD dans ses coupes budgétaires .....	4
Liaison aérienne - Madagascar explore une connexion directe avec le Sri Lanka .....	5
Finances publiques : Recettes budgétaires en hausse au premier trimestre 2025.....	5
Importations de riz : une hausse de 212,9% du volume.....	6
Famokarana tongolo : Ividianana fitaovana ny tombom-barotra .....	6
Marchés mondiaux - Baisse des prix des matières premières.....	7
Fiscalité d'entreprises - Certaines exonérations restent en vigueur.....	8
Coopération bilatérale : Renforcement des relations avec la Chine .....	8
Finance verte - Vingt-quatre projets financés pour accompagner la transition énergétique .....	9
Nuit de la vanille - Les Jeunes Cadres d'Antalaha écrivent l'avenir .....	9
MNP : Ouverture prometteuse de la saison de pêche aux poulpes à Nosy Hara .....	9
BNI-WeLight : 172 villages électrifiés .....	10
Lombao : Un projet pour faire des jeunes entrepreneurs un moteur de croissance .....	10
Projet Sahofika : Madagascar en quête de souveraineté énergétique.....	11
L'agrobusiness à Madagascar : un véritable mécano agricole.....	11
Coopération douanière : Madagascar et la Chine dynamisent les échanges commerciaux.....	12
Explosion de la vente en ligne : Entre menace et développement de l'entrepreneuriat moderne .....	13
Préservation des ressources marines : Une réglementation locale de la pêche concoctée à Morombe .....	14

# 17<sup>e</sup> édition de la FEPA : Signature d'une dizaine de contrats de partenariat

NAVALONA R | 12 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**U**ne grande affluence des visiteurs a été observée durant les quatre jours de la Foire de l'Élevage et de la Production Animale (FEPA) organisée par l'association Malagasy Professionnels de l'Élevage (MPE) dans son enceinte à Nanisana.

Outre les ventes-expositions des produits d'élevage et des produits dérivés, des rencontres B to B entre les acteurs opérant dans ce secteur ont eu lieu durant l'événement. « Une dizaine de contrats de partenariat ont été signés par la suite. À titre d'illustration, la MPE va travailler en collaboration avec un partenaire en vue de mettre en œuvre un projet d'envergure nationale permettant de développer les filières d'élevage à cycle court.



En outre, d'autres associations ont conclu un partenariat avec nous pour assurer la professionnalisation des acteurs opérant dans le secteur. Ce n'est pas tout ! Des entreprises œuvrant en amont du secteur de l'élevage ont également signé un contrat avec des organisations d'éleveurs en matière de fourniture d'intrants ou des équipements », ont expliqué les organisateurs de la Foire de

l'Élevage et de la Production Animale dans sa 17<sup>e</sup> édition. De nombreuses intentions d'achat ont été enregistrées, selon leurs dires.

## Objectif atteint

Du côté des exposants, la plupart d'entre eux ont manifesté leur entière satisfaction lors de la participation à cet événement étant donné que le volume de leurs ventes a connu une hausse. À titre d'illustration, les poissons vivants, y compris les poissons d'ornementation, ont été vendus comme des petits pains. « Notre objectif concernant la sensibilisation des visiteurs à consommer des produits d'origine animale, a été atteint en dépit de la constatation de l'effritement de leur pouvoir d'achat », a évoqué un responsable de MPE. En effet, les volailles, les œufs frais, les produits laitiers ainsi que les légumes frais et les grains secs ont été pris d'assaut par les consommateurs d'autant plus que leurs prix ont été à la portée de toutes les bourses. Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Hajarison Sergio François, a effectué une visite à la FEPA samedi dernier. Il a discuté avec les parties prenantes à cette occasion dans le but de développer l'élevage qui est un levier de développement durable tout en contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire. Les démonstrations canines organisées par le professionnel de cette filière, ont également intéressé les visiteurs.

## Remboursement des billets : Madagascar Airlines établit un calendrier

ARH. | 12 MAI | LES NOUVELLES

Suite aux demandes pressantes de voyageurs touchés par des annulations des vols, Madagascar Airlines a annoncé un plan de remboursement des billets annulés remboursables. Dans un communiqué diffusé vendredi, la compagnie précise qu'elle dispose désormais des marges financières nécessaires pour honorer ces remboursements. Un calendrier a été établi afin d'assurer un traitement progressif et rigoureux des requêtes. Les premières vagues concernent les demandes déposées entre le 1<sup>er</sup> avril 2022 et le 3 août 2024. Leur traitement est déjà en cours et devrait s'achever d'ici fin novembre 2025. Quant aux demandes les plus récentes, déposées entre le 1<sup>er</sup> septembre 2024 et le 16 mars 2025, elles seront traitées avant la fin mai. À partir du 17 mars 2025, Madagascar Airlines s'engage à rembourser dans un délai maximal de 30 jours ouvrés.

« Seuls les billets émis sous le code MD et comportant une clause de remboursement sont concernés », précise Madagascar Airlines dans le communiqué. Chaque dossier est enregistré, tracé et traité dans l'ordre chronologique, assure la compagnie. Elle invite les passagers à ne pas multiplier les relances, promettant de respecter scrupuleusement le calendrier établi.

Cette mesure vise à restaurer la confiance des clients, après de longues attentes et de nombreuses critiques sur la gestion des annulations.



# Accès des TPE au financement : Fom scelle un partenariat avec BNI Madagascar

ARH. | 12 MAI | LES NOUVELLES

**U**n nouvel élan pour les très petites entreprises (TPE), représentent plus de 92% des entreprises individuelles à Madagascar. La « Fikambanan'ny Orinasa Malagasy (Fom) » et BNI Madagascar, via sa plateforme KRED, ont scellé un partenariat, pour faciliter leur accès au financement et au programme d'accompagnement structuré.

Depuis 2017, Fom s'est engagée à accompagner les micro-entrepreneurs. Et grâce à cette convention prometteuse, ses membres bénéficieront d'un financement simplifié, d'un appui technique, de formations en éducation financière et de rendez-vous promotionnels.

Pour Fiona Tsiranana, présidente de Fom, ce partenariat est une passerelle vers la croissance. « Trop de TPE stagnent faute d'outils adaptés. Ce partenariat leur ouvre de vraies perspectives », souligne-t-elle. « Nos membres ont le savoir-faire, l'énergie et la volonté. Ce partenariat leur apporte les moyens d'aller encore plus loin dans l'extension de leurs activités respectives », renchérit-elle.

D'une durée de deux ans renouvelables, la convention définit les engagements réciproques des deux parties. Ainsi, d'ici là, les deux entités ambitionnent de former plus de 100 entreprises, accompagner le financement de 50 d'entre elles et organiser au moins quatre événements pour valoriser l'entrepreneuriat formel. Une première formation sur le réseautage est déjà prévue pour le 19 mai.

## Formalisation des activités

KRED, marque digitale de BNI Madagascar dédiée aux TPME, constitue la pierre angulaire de ce partenariat. « Nous voulons que chaque entrepreneur, même implanté dans les zones reculées, ait accès à un soutien concret », affirme le directeur général de BNI Madagascar, Alexandre Mey. L'établissement bancaire s'engage à proposer des solutions financières simples, digitales et inclusives.

Le partenariat repose surtout sur une volonté commune de soutenir l'économie locale. « Ce partenariat reflète notre ambition de soutenir les forces vives du pays », renchérit Herintsalama Rajaonarivelo, président du Conseil d'administration de BNI Madagascar.

Pour assurer la réussite du projet, FOM mobilisera son réseau tandis que KRED déploiera ses outils à travers tout le territoire national. Ce dispositif vise non seulement à faciliter l'accès au crédit, mais aussi à encourager la formalisation des activités et la montée en compétences des entrepreneurs. En conjuguant expertise locale et solutions financières innovantes, Fom et BNI Madagascar entendent bâtir un écosystème plus inclusif.

# Consommation – Des importations massives de riz pour éviter les pénuries et stabiliser les prix

12 MAI | 2424.MG

Antananarivo, 11 mai, 20h15 – Des importations massives de riz ont été enregistrées au premier trimestre de cette année. Elles ont été réalisées pour prévenir les pénuries et stabiliser les prix de ce produit sur le marché, indique la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) dans sa dernière Note de conjoncture économique publiée mercredi.

La Banque centrale rapporte une hausse de 212,9% du volume des importations de riz durant cette période. Elle précise que les mauvaises conditions climatiques ont entraîné un déséquilibre entre l'offre et la demande sur le marché local. Ces importations visaient donc à garantir un approvisionnement suffisant sur le marché national. La reprise des exportations indiennes, qui a fait baisser les cours mondiaux, a également contribué à l'augmentation des volumes importés, ajoute la BFM.

Selon les chiffres de la direction générale des Douanes (DGD), environ 281 200 tonnes de riz ont été importées et mises à la consommation au premier trimestre 2025, pour un montant CAF de 654,3 milliards d'ariary. Un écart d'environ 198 900 tonnes est constaté par rapport à la même période en 2024, où seulement 82 300 tonnes avaient été mises à la consommation au cours des trois premiers mois de l'année.

En février, les autorités malgaches ont réaffirmé l'objectif du pays d'atteindre l'autosuffisance rizicole cette année et de devenir un exportateur régional de riz d'ici 2027.



Elles ont prévu une hausse de la production, avec un surplus de 1 million de tonnes de paddy, dont 176 000 tonnes de riz hybride. Cela permettra à Madagascar de réduire ses importations, d'assurer son autosuffisance, puis d'exporter du riz à partir de 2027, ont-elles affirmé.



# Crédits bancaires – Financement mis en veille pour les industries du secteur extractif

12 MAI | 2424.MG

Antananarivo, 12 Mai, 16h05 – Le secteur extractif devrait une nouvelle fois se voir privé de financement au premier trimestre de cette année. Les banques devraient encore suspendre leurs octrois de crédit pour ce secteur durant cette période, compte tenu de l'incertitude sur le contexte international influençant les activités extractives. C'est ce qui ressort de l'Enquête de conjoncture économique que la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) avait réalisée auprès des 13 banques territoriales de la Grande île.



Ces banques commerciales ont déjà prévu de suspendre le financement des industries extractives au dernier trimestre de 2024, notamment avec le contexte international à l'époque qui était marqué par la baisse de la

demande et des prix des produits de base comme le nickel. Et le financement des activités extractives devait encore être mis en veille au premier trimestre de cette année, en attendant plus de clarté sur l'évolution de ce contexte international, rapporte la BFM.

Comme exposé par la Banque centrale, le secteur extractif reste confronté aux défis d'une rude concurrence, et de volatilité des prix internationaux des produits de base, à la suite à l'augmentation de l'offre globale.

Ce sont toujours les entreprises dans le secteur du commerce qui bénéficient de plus du quart des crédits octroyés par les banques. Le financement du secteur du commerce est toujours perçu par ces établissements financiers comme un bon risque, alliant rentabilité et faible risque de non-remboursement. Le commerce était suivi, au dernier trimestre de 2024 par le secteur des transports (18%) et le secteur agricole (16,3%) concernant la répartition des crédits octroyés.

Cette tendance devrait encore se poursuivre au premier trimestre de cette année. Les entreprises du secteur du commerce devraient encore bénéficier de 25,4% des crédits à allouer. Viennent ensuite les entreprises dans les secteurs du transport (17,5%), des bâtiments et travaux publics (11,1%) et de l'agriculture (11,1%), rapporte la BFM dans son résultat d'enquête.

## Financement du développement - Trump vise la BAD dans ses coupes budgétaires

IRINA TSIMIJALY | 13 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es États-Unis envisagent de suspendre leur soutien au Fonds africain de développement. Une décision qui pourrait freiner de nombreux projets vitaux pour Madagascar.

L'administration Trump envisage de supprimer la contribution des États-Unis au Fonds africain de développement (FAD) dans le cadre de son budget 2026. Cette décision pourrait compromettre plus de 500 millions de dollars de financements multilatéraux, affectant gravement les pays les plus pauvres du continent, dont Madagascar, fortement tributaire de la Banque africaine de développement (BAD).

Le retrait envisagé des États-Unis du FAD, le guichet concessionnel de la BAD, mettrait en péril plusieurs initiatives essentielles à Madagascar. Le pays compte actuellement quatre-vingt-sept projets actifs, pour un engagement total de 7,5 milliards de dollars, couvrant des secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie, la santé ou encore la lutte contre le changement climatique. Parmi les interventions les plus récentes : un prêt de 67,3 millions de dollars pour renforcer la gouvernance économique, 165 millions pour le développement des corridors commerciaux dans le Sud, et 9,3 millions pour améliorer la résilience climatique dans les parcs nationaux. En mai 2025, la BAD a aussi lancé des études préparatoires pour la modernisation du

port de Toliara, projet stratégique pour le développement logistique du sud-ouest du pays.

Un économiste malgache alerte : « Cette décision aura un impact majeur sur Madagascar. Nous sommes déjà classés 10e en partant de la fin sur l'indice de développement humain (IDH). Le fonctionnement du FAD est similaire à celui de l'USAID. L'effet serait comparable à l'arrêt brutal des projets financés avec l'USAID. »

### Rôle central

Les États-Unis, membres influents de la BAD aux côtés de vingt-six autres pays non africains, jouent un rôle clé tant sur le plan financier que politique. Ils participent à la reconstitution du capital de l'institution tous les trois ans, conditionnant leur appui à des critères de transparence, de bonne gouvernance et de résultats mesurables. Washington utilise aussi sa position pour promouvoir ses priorités : énergie, sécurité alimentaire, environnement, et investissements privés américains.

Mais cette réorientation budgétaire marque un tournant. L'administration Trump justifie son retrait par la volonté

de privilégier des projets jugés plus « rentables » via l'agence américaine DFC (U.S. International Development Finance Corporation), en écartant ceux liés au climat ou à la gouvernance, jugés « idéologiques ». Pourtant, à Madagascar, ces domaines correspondent directement aux besoins les plus urgents.

Cette annonce intervient à quelques jours des Assemblées annuelles de la BAD, prévues du 26 au 30 mai 2025 à

Abidjan, en Côte d'Ivoire. Madagascar y participera activement, dans un contexte sensible marqué par l'élection prochaine du successeur d'Akinwumi Adesina à la tête de l'institution. La position de Washington pourrait peser lourd dans les débats, à un moment où le continent africain est confronté à des défis de développement croissants.

## Liaison aérienne - Madagascar explore une connexion directe avec le Sri Lanka

IRINA TSIMIJALY | 13 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le 10 mai 2025, le ministre des Transports et de la météorologie, Valéry Ramonjavelo, a reçu à Antananarivo une délégation de SriLankan Airlines, conduite par son président, Sarath Ganegoda. Cette rencontre a marqué la relance des discussions autour d'une éventuelle liaison aérienne directe entre Antananarivo et Colombo, un projet déjà évoqué en 2008, mais resté à l'état de proposition.

L'objectif affiché par les autorités malgaches est de faciliter les connexions entre Madagascar et l'Asie du Sud, en particulier avec le Sri Lanka, considéré comme une porte d'entrée stratégique vers le sous-continent indien et l'Asie du Sud-Est.

« Nous étudions l'ouverture d'une ligne directe qui faciliterait l'arrivée de visiteurs et de professionnels venus d'Asie du Sud et du Sud-Est », a déclaré le ministre.

Actuellement, les trajets reliant les deux pays nécessitent plusieurs escales, notamment à Dubaï, Nairobi ou Addis-Abeba, pour une durée de vol pouvant atteindre 22 heures. Une ligne directe permettrait d'abréger considérablement ce temps de parcours et de fluidifier les flux touristiques et commerciaux.

Situé au carrefour de plusieurs routes aériennes régionales, le Sri Lanka offre depuis sa capitale, Colombo, un accès rapide à de grandes destinations asiatiques comme l'Inde, la Chine ou les pays de l'Asie du Sud-Est. L'île se

trouve également à proximité de plaques tournantes majeures du trafic aérien international, telles que les Maldives, Dubaï ou encore l'Australie.



Au-delà de cette future ligne, un partenariat technique est envisagé entre SriLankan Airlines et Madagascar Airlines. Un accord de partage de code pourrait être mis en place, permettant une meilleure articulation entre les vols des deux compagnies.

À travers cette initiative, Madagascar cherche à renforcer son ancrage dans la région indo-pacifique et à diversifier ses partenariats économiques, dans un contexte de réorientation progressive vers les marchés asiatiques.

## Finances publiques : Recettes budgétaires en hausse au premier trimestre 2025

R. EDMOND. | 13 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**U**ne amélioration notable pour les finances publiques. La dernière note de conjoncture économique de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) fait état d'une nette amélioration en termes de réalisation sur le premier trimestre 2025.

### Bonne tenue des impôts

« Selon l'estimation des opérations globales du Trésor sur le premier trimestre de 2025, la situation des finances publiques a fait état d'une nette amélioration si on la compare à celle de la même période de 2024 » précise ladite note. En effet, « les recettes budgétaires se sont accrues de 14,9% ». Il s'agit d'une « performance attribuable à la bonne tenue des impôts intérieurs et des

recettes douanières ». Les recettes fiscales connaissent une tendance haussière ces derniers temps puisque les recettes collectées en 2024 ont largement dépassé les prévisions. Ainsi, de 4 238,41 milliards en 2023, les recettes fiscales intérieures sont passées à 4 636,5 milliards ariary en 2024, soit une hausse de 27,11%. Pour 2025, la prévision de recettes est fixée à 5 623,4 milliards ariary, soit une hausse de 32,5% par rapport à 2024. Concernant les dépenses, la BFM indique que le montant des dépenses

courantes a augmenté de 10,9% tandis que les dépenses en capital ont significativement diminué de 81,9% par rapport aux réalisations du premier trimestre de 2024.

### En hausse

Toutefois, ces statistiques justifient la décision du gouvernement de ne pas élaborer une loi de finances rectificative pour 2025. En effet, il est de notoriété dans le domaine des finances publiques qu'une LFR s'impose, surtout quand il y a un décalage important entre les prévisions de recettes et les réalisations effectives. Plus précisément si les réalisations sont inférieures aux prévisions. Ce qui n'est pas

le cas dans la conjoncture actuelle puisque la note de conjoncture économique de la Banque Centrale fait plutôt état de recettes budgétaires en hausse. Donnant ainsi aux pouvoirs publics la possibilité de continuer à financer convenablement ses dépenses. Par ailleurs, et comme l'a expliqué la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarininarison, les financements extérieurs en cours ou prévus sont déjà inscrits dans la loi de finances initiale 2025. Parmi ces financements figurent les financements au titre de la FEC et de la FRD ainsi que les aides budgétaires de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

## Importations de riz : une hausse de 212,9% du volume

ARH. | 13 MAI | LES NOUVELLES

Des conditions climatiques défavorables ont entraîné un déséquilibre entre l'offre et la demande, obligeant le pays à avoir recours à des importations massives, afin de stabiliser les prix du riz et éviter la rupture de stock.

Au premier trimestre 2025, Madagascar a importé 281 200 tonnes de riz, selon la direction générale des Douanes, soit une hausse de 212,9% par rapport à la même période en 2024, avec 83 300 tonnes, d'après le rapport de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM).



D'après les explications, ces importations massives font partie d'une stratégie d'approvisionnement des marchés locaux, pour prévenir une pénurie. Et la chute des prix du

riz sur le marché international, après la reprise des exportations indiennes, a permis à Madagascar d'accroître le volume de riz importé à moindre coût.

A l'heure actuelle, le riz importé inonde le marché dont le prix du kapoaka varie entre 750 et 800 ariary. Force est aussi de constater qu'avec l'arrivée de la nouvelle récolte le prix du riz local (Manalalondo, Zanatany, Diste, Makalioka...), a aussi connu une baisse notable, entre 2 800 et 4 000 ariary le kilo, contre 3 700 et 4 200 ariary, il y a un mois, soit une baisse comprise entre 4,76% à 24,32%.

### Cap vers l'autosuffisance

Malgré cette forte dépendance aux importations, Madagascar maintient le cap vers l'autosuffisance. Le gouvernement a réaffirmé sa volonté de produire suffisamment de riz pour couvrir les besoins nationaux dès cette année. Il prévoit un surplus d'un million de tonnes de paddy, dont 176 000 tonnes de riz hybride.

D'ici 2027, le pays vise une place parmi les pays principaux exportateurs régionaux de riz. Pour y parvenir, l'exécutif mise sur le renforcement de la filière rizicole nationale et la valorisation des nouvelles variétés à haut rendement.

## Famokarana tongolo : Ividianana fitaovana ny tombom-barotra

HENINTSOA | 13 MAI | LES NOUVELLES

**M**ananosarotra ny fitadiavana famatsiam-bola ho an'ireo mpamokatra tongolo enti-mampiroboro ny famokarana. Sakana ny fahazoana fampitaovana hanatsarana ny fihariana, voatery atao sorona ny tombom-barotra ahafahana misitraka fitaovana sy fotodrafitrasa.

Mazàna, sakana ho an'ny fampiroboroana ny famokarana ny olan'ny famatsiam-bola sy ny fitaovana enti-miasa. « Ho an'ny mpisehatra amin'ny tongolo dia voatery ny tombom-barotra no hividianana fitaovana. Mila antoka toy ny tany ihany koa ny fahazoana famatsiam-bola nefa mbola vitsy ireo tantsaha nahavita nanoratra ny taniny », hoy ny tomponandraikitra ara-teknika ny OPR Fimpao (fikambanan'ny mpamboly tongolo) Ihorombe, Ravololonjatovo Lalaina. Vahaolana, araka izany, ny

fanarahana fampiofanana amin'ny alalan'ny fandaharanasa Défis, hanatsarana sy hampiroboroana ny vokatra sy ny fahazoana masomboly ialana amin'ny fahalafosany. Manampy amin'ny fidiram-bola sy manatsara ny fihariana ny torohay omena sy ny traikefa zaraina.

Ankehitriny, miezaka miditra eo amin'ny sehatry ny ara-dalàna ihany koa ny ankamaroan'ny tantsaha mba hisitrany ireo tombontsoa samihafa hatramin'ny fitadiavana lalam-barotra.



Ankoatra izay, olana sedrain'ireo mpamboly tongolo any Atsimo ny fahazoana rano. « Miezaka mifampiraharaha ny samy mpamokatra ». Ao ireo manao fifanakalozana, misy kosa ireo mampiditra rano raha toa miezaka manao vovo ireo manan-katao hampiasaina amin'ny famokarana.

### Tsena

Teo aloha, nidangana ny vidina tongolo teny an-tsena, tafakatra hatrany amin'ny 8 000Ar ny kilao. Nitaraina ireo mpanjifa. Vidiana 60 000Ar ihany koa ny kapoaka (kp) ny masomboly ka nananosarotra ny fahitana sy ny fividianana izany. « Vitsy ireo tantsaha nanana fahefana nividianana masomboly lafo. Nangonin'ireo teratany sinoa ihany koa ny masomboly teto amintsika ka naondrany tany Sina entiny hamokarany », hoy ny tantsaha. Vokany, vitsy ny vokatra teto amintsika, ratsy ihany koa ny tsena. Manomboka mihena ny vidina masomboly amin'izao fotoana, vidiana 35 000Ar/kp. Marihina fa mamokatra zana-tongolo ho an'ny 25 ara ny masomboly 3 kp. Velarantany 1m2 kosa hahazoana vokatra manodidina ny 7kilao.

### Fepetra

Mitaky hafanana sy rano ny fambolena tongolo, misy taom-pamokarana roa ihany koa anatin'ny taona iray, ho an'ny faritra Atsimo.

Afady sy avela ho maina ireo masomboly, afindra izany ary averina aketsa indray avy eo. Misy koa ireo tongolo manana « calibre 5-7 cm », tapahana sy averina ambolena indray ka hahazoana vokatra. Vanim-potoana mangatsiaka no tena fambolena ny tongolo ka mioty izany ny volana aogositra. Volana jona kosa no fambelona ny masomboly, efa-bolana aorina kosa no miakatra ny vokatra », hoy ireo mpamboly. Araka izany, mahazo vokatra 2 000 ka hatramin'ny 3 000 kapoaka ny

mpamokatra iray. Tanjona kosa ny hahatrarana hatrany amin'ny 10 000 kp aorian'ny fampiofanana ireo mpamokatra zandriny. Vina koa ny hampakarana ny vokatra saingy mitaky fotodrafitrasa goavana ny fanatanterahana izany hahafahana manitatra ny velaran-tany hambolena sy hampiroboroboana ny famokarana, hoy hatrany ny fanazavana.



### Vokatra

Mbola ampiasaina sy enti-mamokatra ny masomboly eto amintsika, antony mahatonga ireo tantsaha mandray anjara amin'ireo tsenabe samihafa hampitomboina lalam-barotra sy hanondranam-bokatra any ivelany. « Mahavelona ny fihariana tongolo saingy mila mampitombo traikefa ny tantsaha hanatsarana ny vokatra sy hampitomboana ny fidiram-bola », hoy ny mpamboly iray hafa. Mijanona ho fifaninanana ny tontolon'ny tsena, ilaina ny manana vokatra miavaka sy tsara kalitao hisintomana sy hampaharitra ny mpanjifa. Marihina fa mijanona ho anisan'ny faritra mpamokatra tongolo betsaka eto Madagasikara ny faritra Atsimon'ny Nosy, toy ny ao Sakaraha, Ankazoabo, Betroka.

## Marchés mondiaux - Baisse des prix des matières premières

IRINA TSIMIJALY | 14 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**Les prix mondiaux des matières premières baissent, offrant un répit à Madagascar. Cependant, cette baisse reste partiellement atténuée par les marges locales et la volatilité de l'ariary.**

Les prix mondiaux des matières premières connaissent une baisse généralisée, avec des prévisions de recul de 12% en 2025 et de 5% supplémentaires en 2026, selon la Banque mondiale. Pour Madagascar, un pays largement importateur, cette situation offre un répit temporaire.

Le marché pétrolier est l'un des secteurs les plus touchés par cette dynamique. En avril 2025, le prix du baril de Brent a chuté à 60,13 dollars, soit son plus bas niveau depuis 2020, selon les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cependant, malgré cette baisse des prix mondiaux, les consommateurs malgaches ne bénéficient pas toujours directement de cette réduction, en raison des marges de distribution locales et de la volatilité de l'ariary. Selon un économiste à l'université d'Antananarivo, « bien que la baisse des prix mondiaux du pétrole soit une bonne nouvelle à court terme, elle n'atténue que partiellement

l'impact de la faiblesse de nos infrastructures et de notre dépendance aux importations. »

### Opportunité

Dans le secteur agricole, les prix mondiaux des produits alimentaires devraient baisser de 7% en 2025, selon les perspectives des marchés des produits de base de la Banque mondiale. Cependant, pour Madagascar, qui importe une part importante de ses besoins alimentaires, cette baisse ne se répercute pas directement sur les prix locaux. Selon les chiffres officiels communiqués par la Direction générale des douanes (DGD), un total de 196 800 tonnes de riz venu de l'extérieur a été libéré pour la consommation durant les deux premiers mois de l'année. Une hausse de 204,7%, comparé à la même période de l'année dernière.

En parallèle, la production locale de certaines denrées, comme le sucre et les légumes, peine à satisfaire la demande intérieure, ce qui continue de faire pression sur les prix.

« Le pays doit saisir cette opportunité pour investir dans l'agriculture locale, moderniser ses infrastructures et réduire sa dépendance excessive aux importations afin de protéger son économie contre les crises futures », conclut-il.

## Fiscalité d'entreprises - Certaines exonérations restent en vigueur

IRINA TSIMIJALY | 14 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

**L**es exonérations fiscales demeurent une pratique courante à Madagascar, bien que leur efficacité, leur ciblage et leur transparence continuent de susciter le débat.

Conformément aux dispositions de la loi de finances 2025, plusieurs régimes d'exonération fiscale restent en application. Au-delà de ces dispositifs formellement inscrits dans le texte budgétaire, d'autres dérogations continuent d'exister, selon des acteurs de la société civile.

« Il existe toujours des exonérations qui sont inscrites dans la loi de finances. Mais il y a aussi d'autres dérogations qui ne sont pas nécessairement mentionnées dans ces textes », indique une responsable du Collectif des citoyens et des organisations citoyennes (CCOC).

Le rapport sur les dépenses fiscales 2023, élaboré par l'unité de politique fiscale au sein du ministère de l'Économie et des Finances (MEF), évalue ces dépenses à près de 3 000 milliards d'ariary, soit 46% des recettes fiscales et 4,2% du produit intérieur brut. Un chiffre révélateur dans un pays où le taux de pression fiscale reste structurellement bas, à 11,5%, contre une moyenne continentale estimée à 16%.



Selon l'analyse relayée par la représentante du CCOC, 78% des dépenses fiscales seraient concentrées sur le secteur économique, avec un effet redistributif

contestable : les ménages les plus aisés seraient les principaux bénéficiaires, en tant que consommateurs finaux. Elle souligne en outre l'absence d'évaluation systématique préalable avant l'octroi de ces avantages.

### Ajustements partiels

« Ce rapport du MEF constitue une première étape pour sensibiliser, mais aussi pour alerter les différents responsables, que ce soit au sein de l'État, du secteur privé ou des partenaires techniques et financiers », ajoute-t-elle.

Parmi les bénéficiaires identifiés, le CCOC cite notamment les entreprises exportatrices de ressources minières non renouvelables ainsi que certaines sociétés du secteur de la santé.

Les données issues de la douane pour les premiers mois de l'année 2025 indiquent que 156,3 milliards d'ariary de droits et taxes à l'importation ont été exonérés sur notes du Conseil, entre janvier et avril, sur un total de 8 060,1 milliards d'ariary d'importations enregistrées. Dans le même temps, les recettes douanières budgétaires se sont élevées à 1 320,7 milliards d'ariary.

Le Fonds monétaire international (FMI) a recommandé à Madagascar de réduire les exonérations fiscales et d'élargir l'assiette fiscale. En réponse, la loi de finances 2025 introduit certaines mesures correctives : suppression ciblée d'exonérations de TVA, digitalisation de dispositifs, ou encore instauration d'une taxe sur les transactions mobiles.

Pour les observateurs, notamment au sein du CCOC, la question d'un rééquilibrage plus équitable et plus transparent du système fiscal reste entière. Ils appellent à la mise en place d'une obligation légale d'évaluation d'impact avant toute mesure d'allègement fiscal.

## Coopération bilatérale : Renforcement des relations avec la Chine

ANTSA R. | 14 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

« Cœurs connectés par la Route de la Soie ». Tel est l'intitulé de la rencontre organisée lundi dernier, lors de la visite officielle de la délégation du Réseau chinois des ONG pour les échanges internationaux. L'événement s'est tenu à l'Ambassade de Chine à Nanisana et a réuni des personnalités de haut niveau, dont Ji Ping, ambassadeur de Chine à Madagascar, et Augustin Andriamananoro, vice-président de l'Assemblée nationale malgache, marquant une étape importante dans le renforcement des relations entre la Chine et Madagascar. Cet échange s'inscrit dans une dynamique initiée par les présidents Xi Jinping et Andry Rajoelina pour approfondir les

liens entre les sociétés civiles, les universités et les acteurs économiques des deux pays. L'Université d'Antananarivo, représentée par son nouveau président, le Pr Rivoarison Randrianasolo, a activement participé à cet événement. Une convention de coopération a été signée, incluant une dotation en matériels médicaux destinés au service médico-social de l'université, un geste symbolique renforçant les infrastructures universitaires et le bien-être de la communauté. Cette initiative marque le début d'un mandat prometteur pour le Pr Randrianasolo, plaçant l'Université d'Antananarivo au cœur de partenariats stratégiques internationaux.

## Finance verte - Vingt-quatre projets financés pour accompagner la transition énergétique

IRINA TSIMIYALY | 15 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le programme Sunref, porté par l'Agence française de développement (AFD) avec le soutien de l'Union européenne, a permis le financement de vingt-quatre projets portés par le secteur privé à Madagascar, dans le cadre de la transition énergétique et environnementale. Lancée en 2020, l'initiative a mobilisé 7,5 millions d'euros via les banques partenaires BNI Madagascar et MCB Madagascar, conciliant performance économique et impact écologique.

L'atelier de clôture du programme s'est tenu le 14 mai au Novotel Alarobia, réunissant bailleurs, institutions, experts et porteurs de projets autour d'un bilan de cette démarche inédite. Sunref Madagascar a démontré que les investissements verts ne relèvent plus de l'utopie, mais qu'ils sont possibles, rentables, et porteurs d'avenir pour l'économie locale.

Grâce à des lignes de crédit incitatives et un accompagnement technique spécialisé, les entreprises bénéficiaires

ont pu concrétiser des projets à fort impact. Sur les vingt-quatre projets financés, dix-sept concernent les énergies renouvelables (71%), six la protection de l'environnement (25%), et un l'efficacité énergétique (4%). Cinq autres projets, déjà validés, demeurent en attente de financement.

Parmi les résultats enregistrés : le traitement annuel de 2 582 tonnes de déchets, et la création de nouvelles opportunités économiques à l'échelle locale.

Lors de l'atelier, plusieurs bénéficiaires ont salué les résultats du programme tout en pointant les défis persistants : l'accès au financement vert reste difficile pour les petites et moyennes entreprises, et le secteur bancaire peine encore à se structurer autour des standards environnementaux.

« La finance verte n'est plus un concept. Elle est aujourd'hui une réalité qui fonctionne à Madagascar. À nous de la faire grandir », a souligné Belrhadoria, cheffe de projet de l'assistance technique Sunref.

## Nuit de la vanille - Les Jeunes Cadres d'Antalaha écrivent l'avenir

NICOLE RAFALIMANANJARA | 15 MAI | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pari réussi. Antalaha vibre pour son développement. Vendredi dernier, la première édition de la Nuit de la Vanille a illuminé l'hôtel cinq étoiles d'Ivato. Organisée par les Jeunes Cadres d'Antalaha (JCA), cette soirée a brillamment mêlé festivités, fierté régionale et engagement citoyen, sous le regard bienveillant des hautes institutions du pays.

Le président de l'Assemblée nationale, Justin Tokely, parrain de la JCA, ainsi que plusieurs ministres et parlementaires, ont honoré de leur présence cette initiative prometteuse. Leur participation marque un appui fort à la jeunesse active et engagée d'Antalaha.

Pour Nerapide Jaonary, coordonnateur du mouvement, le message est clair : le développement est l'affaire de tous. Leur nouveau défi consiste à repenser et embellir Antalaha, afin d'offrir un cadre de vie plus harmonieux et

inspirant pour ses habitants à travers cette soirée. Justin Tokely évoque un exemple à dupliquer.



L'ancien maire d'Antalaha, Eddie Serge Fernand, salue quant à lui un dynamisme rare et porteur d'avenir. Une nuit symbolique, qui marque peut-être le début d'un véritable mouvement de transformation pour toute une région.

## MNP : Ouverture prometteuse de la saison de pêche aux poulpes à Nosy Hara

ANTSA R. | 15 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**L**a saison de pêche aux poulpes a officiellement débuté le 12 mai 2025 dans l'Aire Protégée de Nosy Hara, située dans la commune rurale d'Andranovondronina, district d'Antsiranana II (région Diana).

Gérée par Madagascar National Parks (MNP), cette zone marine protégée a livré dès le premier jour des résultats remarquables : un total de 36,544 tonnes de poulpes capturés, confirmant la richesse de ses fonds marins et la réussite de la gestion durable menée depuis plusieurs

années. Un fait marquant de cette journée d'ouverture a été la capture exceptionnelle d'un poulpe de 4 kilos, révélant le potentiel halieutique de la zone. Certains pêcheurs ont pu récolter jusqu'à 80 kilos de poulpes en une seule journée, un chiffre qui témoigne à la fois de l'abondance



de la ressource et de l'efficacité du repos biologique mis en œuvre par les autorités de conservation. Selon MNP, l'Aire Protégée de Nosy Hara ne se limite pas à sa valeur écologique : elle représente également une source vitale de revenus pour les communautés locales. En contribuant à la subsistance des pêcheurs d'Andranovondronina et des environs, tout en préservant l'équilibre des écosystèmes marins, cette ouverture incarne un modèle d'harmonie entre développement économique et conservation.

## Promotion

L'événement renforce également l'attractivité éco-touristique de Nosy Hara, connue pour ses paysages côtiers spectaculaires et sa biodiversité unique. Afin de garantir la pérennité de cette richesse naturelle, le MNP maintient un dispositif rigoureux de suivi, garantissant le respect des quotas et des périodes de pêche réglementées. À Nosy Hara, la mer continue de nourrir, tout en rappelant la nécessité d'une vigilance constante pour que cette abondance se perpétue pour les générations futures.

## BNI-WeLight : 172 villages électrifiés

NAVALONA R. | 15 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

Un partenariat a été signé entre BNI Madagascar et WeLight, acteur majeur des mini-réseaux et de l'électrification rurale à Madagascar et en Afrique subsaharienne. « L'objectif consiste à convertir en Ariary une partie de sa dette pour un montant de 37,5 milliards Ar afin de sécuriser ses engagements financiers et réduire les risques de change du projet. Un investissement à fort impact humain et environnemental, générant de la valeur dans les territoires », a expliqué Alexandre Mey, le Directeur général de BNI Madagascar. « Ce projet contribue à l'électrification de 172 villages répartis dans 16 régions. Il permet également de créer 15 000 emplois pérennes et 8 000 petites

industries et commerces. Il touche également près de 400 000 bénéficiaires directs et un million de bénéficiaires indirects », a fait savoir Romain de Villeneuve, Directeur général de WeLight. En outre, plusieurs retombées positives ont également été tirées de ce projet d'électrification rurale via l'énergie solaire. On peut citer entre autres, l'amélioration des conditions de vie des communautés locales et des revenus des petits entrepreneurs ruraux. « Ce modèle de développement mérite d'être dupliqué pour asseoir un réel développement durable », a exprimé le Directeur général du Développement Durable, Rivosoa Rabenandrianina, lors de cette cérémonie.

## Lombao : Un projet pour faire des jeunes entrepreneurs un moteur de croissance

NAVALONA R. | 15 MAI | MIDI-MADAGASIKARA

**D**ans une région comme Anôsy, riche en potentiel mais confrontée à de nombreux défis structurels, le projet Lombao se positionne comme un catalyseur de transformation économique et sociale.

Co-créé par QIT Madagascar Minerals (QMM) et Miarakap, acteur privé spécialiste du blended finance à Madagascar, ce programme s'adresse aux jeunes de 18 à 35 ans des communes de Fort-Dauphin, Ampasy-Nahampoana et Mandromondromotra.

technique, mentorat local, mise en réseau et financement. Sur deux ans, jusqu'à 50 projets seront sélectionnés pour bénéficier d'un accompagnement et d'un soutien financier en vue de leur développement. « En investissant dans l'esprit d'entreprise de ces jeunes leaders et en leur offrant un accompagnement sur mesure, nous leur donnons les moyens de prendre leur avenir en main », explique Isabelle Wabete, directrice exécutive de QMM.

### Projets viables

Grâce à des kiosques et mentors locaux, et une approche progressive de l'incubation, le programme encourage l'émergence de projets viables, adaptés au contexte et durables dans le temps. « Lombao prend tout son sens dans une région riche en biodiversité comme Anôsy, où la structuration des chaînes de valeur et le renforcement des capacités des opérateurs sont essentiels pour générer des impacts économiques, sociaux et environnementaux », souligne Tsilavina Reboza, directeur conseil chez Miarakap. Mis en place grâce à une collaboration inédite entre QMM et une société privée d'investissement à impact social, Lombao est un engagement fort en faveur de l'autonomisation des jeunes et du développement communautaire.



### « Soutien »

Selon les explications, le premier objectif de Lombao est de structurer des projets entrepreneuriaux à fort impact dans des secteurs prometteurs tels que l'agriculture, l'environnement, l'élevage et les services. Lombao, qui signifie « soutien » en dialecte tanôsy, repose sur un accompagnement rigoureux et sur mesure : formation, assistance

# Projet Sahofika : Madagascar en quête de souveraineté énergétique

ARH. | 15 MAI | LES NOUVELLES

Le projet hydroélectrique de Sahofika prend forme. Le Fonds souverain malagasy (FSM) devient officiellement actionnaire à 49% de la société Neho, promotrice de la centrale. La signature du contrat d'achat d'actions a eu lieu hier au palais d'Iavoloha, en présence du président Andry Rajoelina. Ce partenariat public-privé marque l'engagement de l'État à investir dans des infrastructures stratégiques et à promouvoir une énergie durable.

Le FSM rejoint ainsi les actionnaires historiques de Neho, à savoir Themis et Eranove. Il s'agit surtout pour le pays d'accélérer l'accès à une électricité propre. Le Conseil des ministres a récemment validé cette prise de participation importante.

La centrale de Sahofika, qui devrait fournir une puissance de 190 à 200 MW en énergie renouvelable, est au cœur du plan de redressement du secteur énergétique national. Le président Andry Rajoelina a réaffirmé son objectif : « mettre fin aux subventions de la Jirama, société publique d'électricité, d'ici deux ans ».

Actuellement, l'État débloque entre 150 et 250 millions de dollars par an, pour compenser le coût élevé de l'électricité produite par des centrales thermiques, qui s'élève en moyenne à 25 centimes de dollar le kilowattheure.

Pour y remédier, Madagascar mise sur les énergies renouvelables. En plus de Sahofika, le gouvernement prévoit d'investir massivement dans les parcs solaires, dont le coût de production est bien plus bas, entre 7 et 10 centimes de dollar par kilowattheure.

## Appui de la Bad

La Banque africaine de développement (Bad) est fortement impliquée dans le projet. Son vice-président, Kevin Kariuki, a souligné que le projet Sahofika est tout aussi important pour l'ensemble de la population de Madagascar. L'institution mobilisera l'ensemble de la dette nécessaire et apportera jusqu'à 80 millions de dollars pour financer les lignes de transmission entre Sahofika et Antananarivo.



Ce soutien financier comprend également une garantie de risque partiel pour sécuriser les paiements de la Jirama. Dans ce sens, la Bad accompagne l'État malgache dans les négociations et entend accélérer la mise en œuvre du projet. « Le président Rajoelina a été clair : il faut aller plus vite pour que les Malgaches bénéficient rapidement de cette énergie propre », a déclaré Kevin Kariuki.

# L'agrobusiness à Madagascar : un véritable mécano agricole

RAKOTOARISOA ANDRIATAHINA | 16 MAI | LES NOUVELLES

L'économie malgache est largement axée sur l'agriculture et fait encore face à des problèmes structurels significatifs. Avec une démographie dominée par le secteur agricole et près de 80% de la population vivant dans des zones rurales, l'agrobusiness semble être l'un des principaux secteurs pour stimuler la croissance économique, fournir des opportunités d'emploi et améliorer le niveau de vie.

## Une économie agricole à la recherche de modernisation

Historiquement, Madagascar a toujours été caractérisée par une économie centrée sur l'agriculture. Les principaux résultats agricoles englobent le riz, la vanille, le café, les épices, les fruits tropicaux et les légumes. La vanille, par exemple, représente une partie importante des exportations, positionnant le pays comme le premier exportateur mondial.

Néanmoins, les pratiques agricoles de cette région sont principalement conventionnelles et manquent de mécanisation significative. La sensibilité du secteur aux dangers climatiques et à la volatilité du marché mondial est accrue par les doubles défis des niveaux de productivité sous-optimale et de l'intensité insuffisante des ressources naturelles. Le modèle agroalimentaire, qui englobe la

production, le traitement, la logistique et la commercialisation agricoles, présente une stratégie potentielle pour la modernisation du secteur agricole.

## Le potentiel de l'agro-industrie

Le secteur agricole de Madagascar tient des promesses importantes. Madagascar possède une diversité biologique remarquable, englobe un large éventail de conditions climatiques et possède des sols riches en nutriments. Ces ressources facilitent la diversification culturelle et favorisent le développement de secteurs à valeur ajoutée élevée.

Les produits ayant un attrait sur le marché international, y compris les huiles essentielles, les fruits exotiques et les légumineuses, ont le potentiel d'être traités localement pour générer une valeur économique supplémentaire. Le traitement local des produits agricoles, plutôt que d'exporter simplement des biens non transformés, présente une chance de créer des opportunités d'emploi et d'augmenter le revenu de l'État.

## Accès aux ressources financières

La croissance de l'agro-industrie nécessite des investissements substantiels dans les infrastructures économiques,

y compris les réseaux de transport, les installations de stockage et les usines de transformation. Les entreprises collaboratives entre les entités gouvernementales et les organisations du secteur privé peuvent être exploitées pour garantir des investissements et compenser le déficit du financement public.

La disponibilité du crédit continue de poser un obstacle important aux agriculteurs et aux propriétaires d'entreprise du secteur agricole. Les institutions de microfinances, ainsi que des appareils innovants tels que les plateformes de financement participatif, pourraient jouer un rôle crucial.



### Amélioration des capacités

L'éducation des participants au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole est cruciale. Cela englobe l'instruction des techniques d'agriculture optimales, de la gouvernance d'entreprise et de la reconnaissance de l'importance de la qualité pour satisfaire les stipulations du commerce mondial.

### Expérimentation juridique et budgétaire

Établir une politique transparente et motivante est essentiel pour attirer les investisseurs. Cela englobe la réduction des charges bureaucratiques, le combat contre la corruption et la mise en œuvre d'un cadre fiscal propice aux opérations commerciales.

### Obstacles persistants

Malgré son potentiel, le secteur est confronté à des défis structurels :

- Fragmentation des fermes : La plupart des fermes sont petites, ce qui limite les économies d'échelle et complique l'intégration dans les chaînes de valeur.
- Stockage inadéquat : les installations de stockage insuffisantes entraînent des pertes post-récolte.
- Dégradation des ressources naturelles : la déforestation, l'érosion des sols et la surexploitation des terres menacent la durabilité des activités agricoles.

### Une vision pour l'avenir

Pour contribuer pleinement au développement de Madagascar, il est impératif pour le secteur agroalimentaire d'adopter une stratégie complète. Ce plan devrait englober une méthode géographique adaptée aux particularités régionales, la fourniture d'une assistance technique et monétaire aux parties prenantes et une collaboration efficace entre les différents collaborateurs.

En outre, il est impératif de défendre les pratiques commerciales agricoles qui sont à la fois écologiquement responsables et socialement équitables. Cela suggère d'augmenter les écosystèmes agricoles, de faciliter un meilleur accès à l'éducation et des ressources pour les femmes et les jeunes, et renforcer l'adaptabilité aux variations climatiques.

En fin de compte, l'agrobusiness offre à Madagascar une chance distinctive de convertir son secteur agricole en catalyseur de croissance économique durable. En utilisant efficacement les actifs existants, en surmontant les obstacles institutionnels et en tirant parti des méthodologies exemplaires, la nation pourrait monter comme un paradigme de prospérité pour les économies insulaires en phase de développement.

Pour les Malagasy, la perspective de l'agro-industrie transcende de simples considérations économiques. Il incarne un défi sociétal et environnemental, hébergeant l'optimisme pour les perspectives des générations futures.

## Coopération douanière : Madagascar et la Chine dynamisent les échanges commerciaux

ARH. | 16 MAI | LES NOUVELLES

**A**ctuellement, une délégation chinoise de haut niveau conduite par le vice-ministre de l'Administration générale des douanes de Chine, Wang Lingjun, est dans nos murs. Cette visite marque une nouvelle étape dans les relations bilatérales et le renforcement de coopération douanière entre les deux pays.

Reçu par son homologue malgache, le directeur général des Douanes, le Dr Lainkana Zafivanona Ernest, hier, Wang Lingjun a manifesté sa volonté de « convenir d'un accord et mettre en œuvre une véritable coopération douanière ».

Les discussions ont notamment porté sur la simplification des procédures douanières, la réduction des obstacles administratifs et l'amélioration de l'interconnexion entre les deux administrations de douanes. Cela permet de

fluidifier les échanges et poser les bases d'un commerce bilatéral plus dynamique et plus équitable.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du Plan stratégique 2025–2029 de la Douane malgache, axé sur la performance, l'innovation et l'intégration internationale. Pour Madagascar, ce partenariat offre une opportunité de moderniser ses pratiques douanières et de mieux s'intégrer aux circuits commerciaux mondiaux.



Dans un contexte international marqué par des tensions tarifaires et des ajustements de taille, cette coopération revêt une dimension non négligeable. Elle repose sur des valeurs partagées de confiance, de transparence et de développement mutuel. La Chine, principal acteur économique, affirme ainsi sa volonté d'ouvrir de nouveaux canaux de collaboration avec ses partenaires africains. De son côté, Madagascar mise sur cette alliance pour stimuler son économie et améliorer la compétitivité de ses échanges.

## Explosion de la vente en ligne : Entre menace et développement de l'entrepreneuriat moderne

AINA STEPHANIE | 16 Mai | LES NOUVELLES

Toujours pas réglementée et parfois hors de contrôle, la vente en ligne continue de s'imposer dans le commerce à Madagascar.

Malgré la tentative de taxation en 2020, cette activité n'est aujourd'hui pas officiellement réglementée. Les grandes entreprises comme les petits commerces profitent ainsi de la puissance de la vente en ligne. En effet, publier des posts sur les réseaux sociaux reste plus abordable, tandis que coller des panneaux publicitaires à quelques millions n'est pas à la portée de tous les commerçants.

D'ailleurs, cette facilité d'accès profite aussi aux paysans et agriculteurs. De nos jours, ils peuvent annoncer la récolte et reçoivent des commandes via Facebook, ce qui réduit considérablement les contraintes. Facebook étant la plateforme en ligne la plus utilisée par la population malgache, de plus en plus de personnes, spécialement les jeunes, y passent beaucoup de temps. Viennent Tiktok et Instagram. Pour certains, ce n'est qu'une forme de divertissement, ils y sont pour poster des photos, gagner en likes et en popularité virtuelle. D'autres utilisent ces plateformes pour gagner leur vie.

« La vente en ligne offre beaucoup d'avantages. Pas besoin de local donc moins de charges. Je peux travailler de chez moi, toucher plus de monde, même ceux qui habitent loin. Et c'est disponible 24h/24, pas comme une boutique classique », témoigne une commerçante.

### Hausse du nombre d'internautes

En trois ans, le nombre d'abonnés Internet mobile a connu une croissance de 68,9%. Selon le Digital Report 2025, au mois de janvier, 20,4% des Malgaches sont des internautes, soit environ 6,60 millions de personnes. Bien que le taux de couverture réseau à Madagascar soit de 64%, cela n'a pas empêché le taux de consommation de données à Madagascar de doubler pendant ces deux dernières années. Dans sa majeure partie, cette population d'internet est composée de personnes de moins de 35 ans, dont près de la moitié des jeunes de 13 à 24 ans. Et, depuis 2020, de plus en plus de personnes y ont trouvé une solution viable face à la crise du Covid dans ce tumulte d'échanges de produits ou de services via une plateforme internet. Pour la majeure partie, la vente en ligne se résume à revendre des produits d'importation de seconde main. Cela comprend à peu près tout : vêtements et accessoires, produits ménagers et cosmétiques,

A noter que le volume du commerce sino-malgache a atteint 2,08 milliards d'ariary en 2022, soit une hausse de 30% par rapport à l'année précédente. Et les importations de Madagascar en provenance de Chine ont atteint 1,46 milliard de dollars, soit une hausse de 14%, tandis que les exportations de Madagascar vers la Chine se sont élevées à 625 millions de dollars, soit une augmentation de 88%.

appareils numériques ou même encore des services et des comptes pour des abonnements TV... Scroller sur Facebook et tomber sur des « live shopping », des « Arrivages », des « Promotions » est devenu une normalité.

Mais la fiabilité n'est pas totale. Devenue une solution pour certains, la vente en ligne est aussi source de problèmes pour d'autres. En effet, l'identité de chacun peut être dissimulée sur les réseaux sociaux et beaucoup se cachent derrière cette possibilité d'anonymat pour en profiter et devenir des arnaqueurs anonymes. Il est donc important de rester vigilant. S'assurer de la fiabilité de son acheteur, vendeur et livreur est primordial avant chaque commande.



### Vente en ligne et importations

Plus de 48 et 44 tonnes de friperies ont été respectivement importées en 2022 et 2023 et 2024 a encore vu une hausse de 12,5% de la friperie mise à la consommation. Ces cinq dernières années, Madagascar a compté d'énormes quantités d'importation.

Pour les trois premiers mois de 2025, la direction générale de la douane indique avoir enregistré 6.227,9 milliards d'ariary d'importation (tout produit confondus), en provenance de la Chine pour la plupart.

Cette tendance fait de Madagascar, une société de consommation, à la faveur de l'importation et de la vente de produits qui ne durent que le temps d'une saison. Imputer à la vente en ligne seule la responsabilité de la hausse de ces importations serait sans doute exagéré, mais force est de constater que les dates et les chiffres coïncident avec la montée en popularité de ce type de commerce.

## Emplois connexes

Le business mindset (état d'esprit entrepreneurial) commence aussi à se développer avec cette explosion de la vente en ligne. Cependant, pour beaucoup, cela se limite à se faire un peu d'argent de côté ou à vendre des objets qu'ils n'utilisent plus. D'autres arrêtent toutes autres activités et font du commerce en ligne un véritable métier. « Vendre en ligne, ce n'est pas juste poster une photo et attendre. Il faut s'investir. Il faut être régulier. Sans oublier de tout gérer : les stocks, les commandes, les messages, la qualité... C'est un vrai travail, c'est de l'entrepreneuriat », explique-t-on.

« Ce qui est bien, c'est que de plus en plus de Malgaches se tournent vers les produits locaux. Ils veulent des produits naturels, simples, faits chez nous. Et je sens vraiment cet engouement. J'ai même des clients qui commandent depuis l'extérieur », témoigne la propriétaire de la marque Miss Naturelle, une marque artisanale

de produits capillaires. Même si les produits locaux sont noyés par les produits d'importations, en concurrence jugée déloyale pour l'artisanat, un changement de mentalité commence à s'opérer pour raviver la notoriété du Vita Malagasy, même si ce n'est encore qu'auprès d'une infime partie de la population.

La montée en force de cette forme d'entrepreneuriat réduit aussi, en quelque sorte, le taux de chômage dans le pays. Sans mentionner les vendeurs et revendeurs, qui ne peuvent ouvrir un local, ou bien ceux qui sont sur ces plateformes pour au contraire, faire connaître leurs locaux. A côté, la vente en ligne crée aussi du travail pour les livreurs de marchandises. D'autres en tirent profit en apprenant les fils du métier à ceux qui souhaitent s'y investir.

Cela étant, bien que la vente en ligne ait pris une telle ampleur dans la société actuelle, les méthodes de vente traditionnelles restent bel et bien présentes.

## Préservation des ressources marines : Une réglementation locale de la pêche concoctée à Morombe

*ANTSIA R. | 16 MAI | MIDI-MADAGASIKARA*

La gestion durable des ressources et le respect des bonnes pratiques ne peuvent se faire qu'à travers les réglementations locales (Dina). C'est dans cette optique que le MPEB (Ministère de la Pêche et de l'Économie Bleue) a entrepris l'élaboration de Dina, en collaboration avec les communautés locales et Blue Ventures.



Un atelier se déroule à Manjaboake, district de Morombe, dans la région Atsimo Andrefana, du 5 au 16 mai 2025. D'après les organisateurs, cet atelier vise à établir des règles claires pour la gestion durable des ressources

maritimes dans ce district. Sous la direction du chef district adjoint de Morombe, et des autorités locales de Befandefa, des consultations approfondies ont permis de recueillir les avis des différentes parties prenantes auprès des communautés locales. Chaque proposition a été étudiée, modifiée ou intégrée dans le texte final du Dina. Les participants, issus de différents fokontany, ont exprimé leur satisfaction quant à l'élaboration de ces règlements, affirmant leur volonté de suivre les nouvelles directives pour atteindre un objectif commun de préservation des ressources maritimes. Le livre des Dina sera soumis à la Commune rurale de Befandefa pour validation avant d'être présenté devant le tribunal de première instance en vue de son adoption officielle. En somme, cette initiative représente un pas important vers une gestion plus durable et collective des ressources maritimes dans la région de Manjaboake et pourrait être un modèle pour les autres districts.





 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

 [www.ccifm.mg](http://www.ccifm.mg)

 [ccifm@ccifm.mg](mailto:ccifm@ccifm.mg)     [adhesion@ccifm.mg](mailto:adhesion@ccifm.mg)

 CCI France Madagascar

 CCI France Madagascar

 CCIFM Chambre de Commerce  
et d'industrie France Madagascar

